

SYNDICAT DES MOBILITES DE TOURAINE

Convention attributive de subvention pour la contribution au développement du service d'autopartage CITIZ pour l'année 2025

ENTRE les soussignés :

CITIZ DEVELOPPEMENT, Société Coopérative d'Intérêt Collectif, dont le siège social est situé 1 Boulevard de Nancy, 67 000 Strasbourg, représentée par son Président, Martin LESAGE, ci-après désignée CITIZ DEVELOPPEMENT,

d'une part,

ET

Le Syndicat des Mobilités de Touraine, dont le siège social est situé 60, avenue Marcel Dassault à Tours, représenté par son Président, M. Emmanuel DENIS, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du Comité Syndical du 28 mai 2025, ci-après désigné Le Syndicat des Mobilités de Touraine,

d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Le service d'autopartage de la métropole tourangelle a été créé en avril 2012 à l'initiative du SITCAT. Opéré par la Société Coopérative d'Intérêt Collectif CITIZ DEVELOPPEMENT, il propose à ce jour 22 véhicules en autopartage, répartis sur 12 stations.

Le Syndicat des Mobilités de Touraine est l'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur le territoire de Tours Métropole Val de Loire et des communes de Vouvray, Vernou-sur-Brenne et La Ville-aux-Dames.

La Loi d'Orientation des Mobilités lui confie le soin de construire des solutions de mobilités diversifiées à l'échelle de son périmètre, et lui permet de contribuer au développement des services relatifs aux usages partagés des véhicules terrestres à moteur (autopartage et covoiturage). Conformément au Plan de Déplacements Urbains, le Syndicat des Mobilités de Touraine souhaite inciter à l'usage raisonné de l'automobile en promouvant l'autopartage sur son territoire.

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités 2025 de la contribution financière du Syndicat des Mobilités de Touraine à la SCIC CITIZ DEVELOPPEMENT.

De son côté, le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération suivante : « Développement du service d'autopartage CITIZ TOURS ».

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DE L'OPERATION

Durée de l'action : L'action se déroule du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Objectifs de l'action : Compléter le réseau de stations et de véhicules CITIZ.

Déroulement :

Nature de l'action	Montant prévisionnel HT
Installation d'une nouvelle station à Tours (totems, arceaux, marquage) et extension d'une station à Saint-Pierre-des-Corps	1 000 €
Achat de 3 nouveaux véhicules	45 000 €
Préparation des nouveaux véhicules (flocage, installation système, etc.)	2 000 €
Campagne de promotion du service (campagne web, affichage, dépliant, actions commerciales)	2 000 €

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIERES

Le montant pris en charge par le Syndicat des Mobilités de Touraine dans le cadre de la présente convention est de 50 000 € HT pour l'année 2025 conformément à la délibération du Comité Syndical du 28 mai 2025.

3-1 Modalités de paiement

Le Syndicat des Mobilités de Touraine se libérera des sommes dues en effectuant des règlements auprès de l'organisme bancaire CREDIT COOPERATIF AGENCE DE STRASBOURG 1 QUAI KLEBER 67080 STRASBOURG sur le compte c/établi. 42559-c/guichet 10000 – n/compte 08025213356 – c/RIB 68 ouvert au nom de CITIZ DEVELOPPEMENT selon les procédures comptables en vigueur.

3-2 Conditions de versement

Le Syndicat des Mobilités de Touraine procèdera au versement intégral de la subvention dès la signature de la présente convention.

3-3 Engagements du bénéficiaire

3-3-1 Conditions d'utilisation de la subvention

La subvention accordée devra être utilisée conformément à l'objet défini en article 2. Toute contribution inutilisée ou non utilisée conformément à son objet devra être remboursée.

Par ailleurs, selon les dispositions prévues à l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est interdit à tout groupement ou à toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises, sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'organisme subventionné.

Le bénéficiaire de la subvention s'engage à informer le Syndicat des Mobilités de Touraine de l'avancée et des résultats de l'action. Une réunion conjointe avant la fin de la convention (31/12/2025) permettra de partager l'évaluation de l'action et de décider de sa reconduction éventuelle incluant les orientations et objectifs ainsi que les moyens dédiés.

3-3-2 Justificatifs

CITIZ DEVELOPPEMENT s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice et au plus tard le 31 août 2026 dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- **les comptes annuels approuvés et le rapport du commissaire aux comptes de la SCIC CITIZ DEVELOPPEMENT** prévus par l'article L.612-4 du code de commerce,
- **le rapport d'activité annuel la SCIC CITIZ DEVELOPPEMENT,**
- **le compte rendu du programme d'actions**, signé par le Président ou toute personne habilitée, et conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est accompagné d'un **compte rendu quantitatif** (notamment le budget financier définitif « signé » faisant apparaître les écarts entre le prévisionnel et le réalisé) **et qualitatif du programme d'actions** comprenant a minima les éléments suivants :
 - Nombre de voitures au 31/12/2025
 - Nombre de contrats CITIZ Tours au 31/12/2025
 - Nombre de nouveaux contrats en 2025 ;
 - Nombre d'utilisateurs (cartes) au 31/12/2025
 - Nombre de réservations (moyenne mensuelle) en 2025
 - Statistiques adhérents (moyenne mensuelle) en 2025 :
 - Nombre de réservations / adhérent ;
 - Nombre de km parcourus / adhérent ;
 - Nombre d'heures d'utilisation / adhérent
 - Statistiques Voitures (moyenne mensuelle) en 2025 :
 - Nombre d'adhérents/voiture ;
 - Nombre de réservations / voiture ;
 - Nombre de km par voiture.

3-3-3 Autres engagements

CITIZ DEVELOPPEMENT communique sans délai au Syndicat des Mobilités de Touraine la copie de ses statuts, ainsi que la composition de ses organes délibérants et s'engage à communiquer toute modification. En cas de changement non signalé, la convention perdra

sa validité. Il en sera de même en cas de contestation de la représentativité de la personne qui a signé la convention ou effectué toute autre démarche. CITIZ DEVELOPPEMENT fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par la SCIC CITIZ DEVELOPPEMENT, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer le Syndicat des Mobilités de Touraine sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Respect des règles de la concurrence : CITIZ DEVELOPPEMENT pourra être soumis aux directives communautaires de coordination des procédures de passation des marchés publics dans la mesure où celle-ci répondrait à la définition de « pouvoir adjudicateur » ou d'« entité adjudicatrice » au sens du droit communautaire.

ARTICLE 4 -- COMMUNICATION

La SCIC CITIZ DEVELOPPEMENT s'engage à mentionner le soutien apporté par le Syndicat des Mobilités de Touraine sur les documents destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins.

Elle s'engage par ailleurs, à ce que les relations qu'elle pourra développer en direction des partenaires privés ou publics, dans le cadre d'opérations de mécénat ou de parrainage, ne puissent en aucune manière porter atteinte à l'image du Syndicat des Mobilités de Touraine ou laisser entendre, sauf autorisation expresse de sa part, que le Syndicat des Mobilités de Touraine apporte sa caution ou son soutien à ce partenaire.

ARTICLE 5 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 01/01/2025 et expirera au 31/12/2025.

ARTICLE 6 – CONTROLES EXERCES PAR LE SYNDICAT DES MOBILITES DE TOURAINE

En vertu des dispositions de l'article L.1611-4 du CGCT, le Syndicat des Mobilités de Touraine pourra procéder ou faire procéder par des personnes de son choix aux contrôles qu'il jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Le Syndicat des Mobilités de Touraine peut demander le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'il juge utile quant à l'exécution de l'action subventionnée.

Sur simple demande du Syndicat des Mobilités de Touraine, CITIZ DEVELOPPEMENT devra lui communiquer tous les documents de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion utiles.

CITIZ DEVELOPPEMENT s'engage à faciliter le contrôle par le Syndicat des Mobilités de Touraine, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation de la subvention attribuée et de façon générale de la bonne exécution de la présente convention.

A cette fin, CITIZ DEVELOPPEMENT conserve les pièces justificatives de dépenses

pendant 10 ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

ARTICLE 7 – ASSURANCES ET RESPONSABILITES

CITIZ DEVELOPPEMENT exerce les activités rattachées à la présente convention sous sa responsabilité exclusive.

CITIZ DEVELOPPEMENT s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité du Syndicat des Mobilités de Touraine ne puisse être recherchée. Elle devra être en capacité de justifier à tout moment au Syndicat des Mobilités de Touraine les attestations d'assurances correspondantes.

ARTICLE 8 – SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'organisme bénéficiaire sans l'accord écrit du Syndicat des Mobilités de Touraine, celui-ci peut respectivement exiger le versement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'organisme et avoir préalablement entendu ses représentants. Le Syndicat des Mobilités de Touraine en informe l'organisme par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 – AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les deux parties. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

ARTICLE 10 – RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

L'organisme qui souhaite abandonner le projet peut demander la résiliation de la convention. Le bénéficiaire de la subvention s'engage à procéder au reversement des sommes indûment perçues au plus tard dans le mois qui suit la réception du titre de perception.

En cas de non-respect des clauses de la convention et en particulier de la non-exécution totale ou partielle de l'opération, de l'utilisation des fonds non conforme à l'objet de la présente convention, le Syndicat des Mobilités de Touraine se réserve le droit de mettre fin à l'aide et d'exiger le reversement partiel ou total des sommes versées.

ARTICLE 11– CONTENTIEUX

Les difficultés qui pourraient résulter de l'application de la présente convention feront l'objet, préalablement à toute procédure, d'une conciliation à l'amiable.

En dernier ressort, les litiges qui pourraient s'élever entre les parties au sujet de l'exécution de la présente convention seront soumis au tribunal administratif d'Orléans.

ARTICLE 12 – ELECTION DE DOMICILE

Les notifications ou mises en demeure faites entre les parties au titre des dispositions de la présente convention sont valablement effectuées par lettre recommandée avec avis de réception, adressée à leur domicile respectif dans le ressort de l'exploitation.

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les parties font élection de domicile :

Pour le Syndicat des Mobilités de Touraine :

Monsieur Emmanuel DENIS
Président du Syndicat des
Mobilités de Touraine
60 avenue Marcel Dassault – CS 30651
37206 Tours Cedex 3

Pour CITIZ DEVELOPPEMENT :

Monsieur Martin LESAGE
Président de la SCIC CITIZ DEVELOPPEMENT
1 Boulevard de Nancy
67000 Strasbourg

Fait à Tours, le _____, en deux exemplaires.

Le Président du Syndicat
des Mobilités de Touraine

Pour le bénéficiaire,
Le Président de CITIZ DEVELOPPEMENT,

Emmanuel DENIS

Martin LESAGE